

LA PROBLEMATIQUE DE LA BONNE GOUVERNANCE FINANCIERE AU SEIN DES BANQUES DE LA CEMAC¹

THE PROBLEM OF GOOD FINANCIAL GOVERNANCE IN CEMAC BANKS

Rodrigue NANA KUINDJA²

LEA-CEREG-FSEG

Université de Ngaoundéré - Cameroun

Email : rodrigue_nana@yahoo.fr

Résumé :

L'objectif de ce papier est d'étudier la gouvernance financière au sein des banques de la CEMAC en matière de financement de l'économie dans un contexte caractérisé par l'évolution du dispositif prudentiel en vigueur. Pour cela, nous estimons plusieurs variantes de l'évolution du crédit à l'économie en panel dynamique pour un échantillon des 6 pays de la CEMAC sur la période 2000-2018. En se fondant sur les outils statistiques et économétriques tels que développés par Demetriades et Law (2005), nous parvenons aux résultats suivants : (i) les banques de la CEMAC prennent soin d'opter pour les stratégies et les politiques de gouvernance financière qui leur semblent les plus efficaces à 90% ; (ii) le secteur financier en se développant, entraîne à 40% un développement du secteur réel ; (iii) une bonne gouvernance financière induit une santé et une croissance durable de l'économie. Il est donc nécessaire d'intégrer les lenteurs judiciaires, le secret bancaire, la corruption et l'environnement sociopolitique.

Mots clés : Gouvernance financière ; Environnement sociopolitique ; Corruption ; Développement financier ; Inclusion financière

¹ La Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) a été créée en 1994 et regroupe six pays : le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la République Centrafricaine, et le Tchad.

² LEA (Laboratoire d'Économie Appliquée)- CEREG (Centre d'Études et de Recherche en Économie et Gestion), Université de Ngaoundéré, Cameroun. Email. rodrigue_nana@yahoo.fr Tél : 00237 696 33 37 09 / 674 10 86 92

Abstract:

The objective of this paper is to study the financial governance of the banks of countries MECCA in terms of financing the economy in a context characterized by the evolution of the prudential system in force. For this, we estimate several variants of the evolution of credit to the dynamic panel economy for a sample of the six countries in MECCA over the period 2000-2018. Based on the statistical and econometric tools developed by Demetriades and Law (2005), we reach the following results: (i) banks of countries MECCA take care to adopt the strategies and financial governance policies seem the most effective at 90%; (ii) the financial sector developing, leads to 40% development of the real sector; (iii) good financial governance leads to health and sustainable growth of the economy. It is therefore necessary to integrate judicial delays, banking secrecy, bribery and the socio-political environment.

Keywords : Financial Governance; Socio-political environment; Bribery; Financial development; Financial inclusion

Classification JEL : E44, G21, G28, O17.

1. Introduction

Face à l'échec relatif des politiques d'ajustement structurel dans les pays en développement, un consensus s'est établi au niveau international sur l'importance non seulement du contenu des politiques économiques mais également de la manière dont elles sont mises en œuvre, tout particulièrement dans le cadre des nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté (Anderson et *al.*, 2003). De nouveaux facteurs comme la gouvernance, l'adhésion et la participation des populations sont dorénavant placés au cœur des programmes de développement. Parallèlement, le champ de la recherche sur le développement s'est élargi, notamment afin de mieux comprendre les interactions entre au moins quatre dimensions : la croissance bien sûr, mais aussi la distribution (des revenus ou des actifs), la qualité des institutions (notamment publiques) et le type de régime politique ou plus généralement le système de valeurs de la société. La réponse à ces enjeux passe par la définition et la mesure d'indicateurs intégrant les dimensions considérées comme extra-économiques pour suivre et évaluer les stratégies de développement (Ray et *al.*, 2008).

La montée de l'instabilité financière est sans doute l'un des faits marquants de l'économie mondiale, car les pays émergents ont été touchés par des dysfonctionnements bancaires très importants. Cette libéralisation a bouleversé les structures fortement supervisées par l'Etat. Ainsi la

banque est devenue le maillon faible des systèmes financiers. Delà naît un intérêt certain pour l'instauration des mécanismes de gouvernance financière pour remédier à ce problème de crise bancaire (Noyer, 2005). La gouvernance financière peut être considérée comme un renouveau du contre-pouvoir actionnarial, une gestion qui veille à la valeur actionnariale et elle est modelée par l'ensemble des règles législatives et réglementaires, jurisprudentielles et contractuelles qui définissent les modalités de gestion de la banque (Woods, 2000). Autrement dit, la gouvernance financière n'est plus « l'art de gouverner », mais résume le concept qui englobe l'autorité et le contrôle. En d'autres termes, la gouvernance signifie exercer une autorité, donner une orientation (la réglementation prudentielle) et assurer un contrôle (Charreaux, 2004).

Le fonctionnement du système financier dans les faits se réduit au système bancaire, où les actifs bancaires représentent environ 10% du PIB et 75% du total des actifs du système financier à la fin de l'an 2006 (FMI, 2007). A la suite de la crise des systèmes bancaires, le système financier a fait l'objet d'importante réglementation, notamment aux niveaux institutionnels et bancaires. L'objectif déclaré de la politique de crédit en cette période était le financement du développement. C'est pourquoi, des niveaux plus élevés de crédits ont été observés. Seulement, ces crédits étaient octroyés par « clientélisme »³ et parfois même sans garanties, et destinés plus aux secteurs de transport, transit, commerce et services, activités agricoles (Fouda, 2009). La crise ayant profondément touché les banques, l'objectif prioritaire pour les autorités est devenu l'assainissement de l'environnement financier. Le système financier de la CEMAC, malgré la réglementation ne s'est pas adopté aux grands défis de la mondialisation. Il est donc resté peu dynamique et en déphasage avec les besoins de l'économie. La réglementation prudentielle vise à établir une confiance de type institutionnel. De ce fait, notre objectif est d'étudier la gouvernance financière au sein des banques de la CEMAC en matière de financement de l'économie dans un contexte caractérisé par l'évolution du dispositif prudentiel en vigueur. D'où la principale question est de savoir : existe-t-il une bonne gouvernance financière au sein des banques de la CEMAC ? Autrement dit, quels sont les facteurs déclencheurs de l'expansion du système financier et quelles en sont les conséquences sur le développement financier ? Pour y parvenir, nous présenterons tout d'abord les raisons d'être et les mécanismes de la gouvernance financière au sein des banques, ensuite nous évaluons ses résultats par rapport au niveau du développement financier et enfin nous procédons à une quantification de l'apport et de l'existence de la gouvernance financière dans l'expansion financière des banques de la CEMAC.

³ Se sont des crédits de faveur octroyés sans garanties et dont on sait que le remboursement ne sera pas effectué.

2. Raisons d'être et mécanismes de la gouvernance financière

L'implication croissante des établissements financiers et bancaires dans la sphère réelle et l'importance des externalités liées aux services bancaires sont à l'origine de l'apparition d'une approche industrielle à la banque (Mehram, 2004). L'activité traditionnelle d'une banque est de collecter le dépôt quelque soit leur forme et leur maturité, de même qu'accorder des crédits sous différentes formes à sa clientèle. Le point commun de ces activités est le risque, que le banquier doit gérer avec prudence. Selon Noyer (2005), l'outil le plus indispensable pour le banquier est la confiance qu'accordent (ou n'accordent pas) les clients à la banque. Cela débouche sur une spécificité très particulière à la banque puisqu'elle doit s'assurer de la confiance de ses clients d'une façon permanente. Mais cela s'avère très difficile, car l'activité bancaire est par essor très volatile et très risqué que la banque ne peut pas les manipuler avec les outils traditionnels de la gouvernance (Avom et Bobbo, 2013). C'est pourquoi un consensus existe, sur le fait que l'industrie bancaire doit être structurée par des règles strictes visant d'atténuer la survenance des risques qu'elle encourt. La banque constitue le principal noyau de financement de l'économie (Anderson & Campbell, 2004). Une bonne gouvernance financière induit une santé et une croissance durable de l'économie et une allocation efficiente de l'épargne (Caprio & *al.* 2004).

Les systèmes de régulation sociale hautement formalisés, où les règles sont globalement respectées, présentent en fait l'ensemble des caractéristiques qui définissent la bonne gouvernance financière. Un fonctionnement effectif des règles formelles assurant le respect de la propriété et des contrats, une administration efficace et peu corrompue, des marchés régulés efficaces, des règles de la démocratie respectées (Nouri Chtourou, 2004). Nous confirmons ce résultat en menant une Analyse en Composantes Principales (ACP) sur la responsabilisation, la transparence, la lutte contre la corruption, la participation des parties prenantes et les cadres juridique et judiciaire au sein du système bancaire (tableau 1).

Tableau 1 : Qualité de la gouvernance financière

Qualité de la gouvernance	Faible	Moyenne	Elevée
Stabilité politique	90%	55%	18%
Obligation de rendre compte	75%	60%	25%
Corruption	60%	65%	20%
Primauté du droit	85%	60%	24%
Efficacité du gouvernement	65%	63%	23%
Qualité de la réglementation	70%	55%	40%

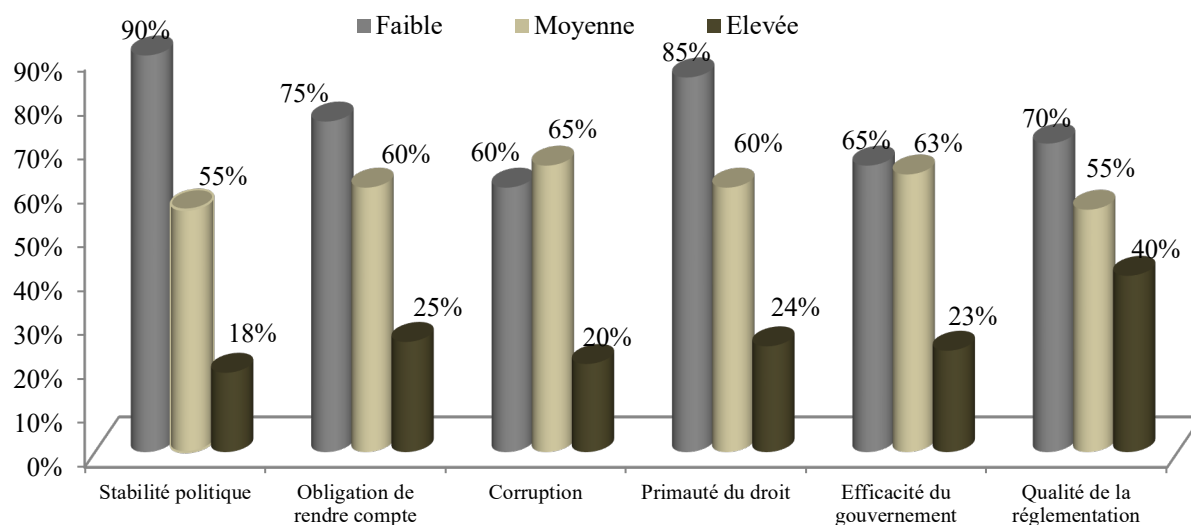
Source : Le Rapport de la Banque Mondiale (2002)

Cette analyse permet de vérifier que le degré de dépersonnalisation/formalisation des systèmes de régulation sociale, est de fait l'expression exacte de ce que les Institutions Financières Internationales appellent « bonne gouvernance financière ». La Banque Mondiale, en 1992, définit la gouvernance comme la manière dont le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays. La bonne gouvernance est synonyme d'une gestion saine du développement (BM, 2002). Aujourd'hui, ce concept a été repris par les agences de développement, les différentes organisations internationales ou régionales, du fait que les crises économiques prenaient fréquemment une dimension financière et bancaire. Les pouvoirs publics ont alors constaté le rôle amplificateur joué par les crises bancaires sur la conjoncture économique générale. La gouvernance financière trouve là son fondement principal (Daniel Kaufmann et *al.* 2008). Selon Stuart & Gillan (2006), la gouvernance de la firme bancaire admet deux dimensions : la dimension externe qui se manifeste par la réglementation prudentielle, alors que la dimension interne est le mode d'administration de la banque.

Cette gouvernance, appliquée aux banques, est encore plus importante dans les pays de la CEMAC, car elles constituent la principale source de financement de l'économie. La gouvernance financière postule alors que la mobilisation et l'allocation des fonds de manière efficiente permet de diminuer le coût du capital pour les banques, d'accélérer la formation du capital et de stimuler la croissance de la productivité (Levine, 2004). Ce type de gouvernance présente néanmoins un certain nombre de spécificités qui compliquent son application. Si dans un sens étroit, la gouvernance se réduit à la défense des intérêts des actionnaires, pour les banques, il est nécessaire d'adopter une approche plus ouverte des réalités économiques et financières. Levine (2004) distingue à cet égard différentes gouvernances selon que l'actionnariat et les déposants sont diffus ou concentrés. La principale difficulté est alors de défendre les intérêts des actionnaires et des déposants minoritaires. La gouvernance financière est fortement régulée et faire face à cette asymétrie implique des ressources que les déposants peuvent difficilement réunir.

Dans ce cas, et même si elle peut gêner l'activité des banques en matière de production de crédits ou d'instruments financiers, l'intervention de l'État ou d'une autorité de régulation peut atténuer ce problème. La gouvernance financière est influencée par la forte opacité des banques. En effet, une analyse de la gouvernance bancaire suppose une connaissance des managers, des mécanismes de leur contrôle et des motivations/rémunérations. Ces derniers sont obligés de se rabattre sur des indicateurs, des estimations quantitatives qui permettent de se rapprocher de la réalité de l'exercice du pouvoir à l'intérieur et à l'extérieur des hautes sphères de la décision bancaire (graphique 1).

Graphique 1 : Proportion des variables de la gouvernance dans le financement de l'économie



Source : Le Rapport de la Banque Mondiale (2002)

L'intérêt relativement récent pour la gouvernance financière et ses conséquences économiques a accompagné le besoin d'évaluer ses différentes dimensions. Aujourd'hui, mesurer la gouvernance importe tant au point de vue de la politique nationale, que des relations économiques internationales ou encore de la recherche en sciences économiques et politiques. De plus, on constate que pour un système bancaire performant, une solution pourrait ainsi consister pour les autorités monétaires de la CEMAC non seulement à créer les conditions d'une limitation du nombre de banques et une augmentation de leur taille, mais encore celle d'une insertion des tontines, principale composante du secteur financier informel. Celles-ci joueraient alors le rôle de relais entre les banques et les agents économiques à faible revenu qui sont pour le moment exclus des circuits formels de financement (Ezé-Ezé, 2001). En effet, ces politiques ont déclenché une instabilité financière et une fragilisation du système bancaire, en raison d'un manque de supervision et de rigueur bancaire produit, entre autres, par l'ouverture à la concurrence bancaire sans filets de sécurité, pour mieux faciliter ce passage. La structure de l'actionnariat est largement dominée par le secteur privé, marqué par des turbulences financières, qui ont provoqué des crises systémiques (tableau 2).

Tableau 2 : Répartition du capital des banques de la CEMAC

Années	Capital social (millions de CFA)	Part du secteur public (%)			Part du secteur privé (%)		
		Etat	Parapublic	Total public	Nationaux	Etrangers	Total privé
2000	36218	10,51	0,77		34,16	54,56	88,72
2002	46918	10,51	0,77	11,28	36,23	52,49	88,72
2004	47180	10,51	0,00		34,47	55,02	89,49
2008	53633	9,80	0,00	11,28	33,30	56,95	90,20
2010	61290	9,45	0,00		31,65	58,91	90,55
2012	72930	10,23	0,45	10,51	34,67	58,98	91,21
2014	75648	10,56	0,45	9,80	36,78	59,09	91,45
2016	80150	9,65	0,87		37,45	59,37	92,38
2018	82763	11,28	0,89	9,45	38,89	59,68	92,67
				11,16			
				10,65			
				9,88			
				11,75			

Source : Construit par l’auteur à partir des données de la COBAC (2000 à 2018)

La part du capital des banques détenue par le secteur privé entre 2000 et 2008 est passée de 88,72% à 90,20%. Le désengagement de l’Etat du secteur financier est bien illustré au 31 décembre 2008 passant de 9,80% à 9,45%. A cette date, les pouvoirs publics détiennent seulement 9,45% du capital social cumulé des banques et ne sont plus l’actionnaire principal que de peu de banques en activités. Par ailleurs, on constate que, d’une manière générale, les banques présentent aujourd’hui une bonne structure financière. D’après le système de cotation de la COBAC (SYSCO) en vue d’apprécier la situation financière, 10 banques présentent une situation solide (cote 1) à fin 2008, contre 6 banques en 2000 ; 14 banques ont une situation bonne (cote 2) contre 8 banques en 2000. Il n’existe que 4 banques qui ont une situation fragile (cote 3) et 1 banque à une situation critique (cote 4). En bref, à la fin de 2008, plus de 75% des banques en activités n’inspirent pas de confiance. Cette analyse permet de retrouver la relation canonique, conforme notamment aux résultats du World Bank Institute (Kaufmann et *al.*, 1999). Ce qui montre que le développement financier est très fortement corrélée au niveau de gouvernance⁴. La formalisation des règles permet une production de richesse accrue, laquelle en retour, permet de financer les dispositifs institutionnels coûteux assurant la

⁴ Fonctionnement de l’administration, Coordination et anticipations, Sécurité des transactions, Régulations sont les mesures de gouvernance.

sécurité des transactions à une échelle systémique. Ce que le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale appellent « bonne gouvernance financière » ne désigne finalement rien d'autre qu'un stade avancé dans la formalisation des règles prudentielles, plus encore le respect de Bâle I, Bâle II et Bâle III (Kauffman et *al.*, 2008).

3. Des résultats déterminants pour le développement financier

Malgré une situation satisfaisante du système financier, marquée par la surliquidité des banques, celui-ci est peu à même de financer le développement. Il est nécessaire d'identifier les facteurs explicatifs du faible niveau de financement de l'économie (Hugon, 2007). Trois principaux résultats peuvent être présentés en guise d'illustration : l'assainissement du système bancaire, l'expansion du secteur de la microfinance et l'émergence des marchés financiers et monétaire. Avant d'examiner ces résultats, il importe de rappeler que le développement financier est à notre sens un processus de transformation du système financier garantissant une utilisation rationnelle des ressources. C'est à ce titre que l'assainissement des systèmes bancaires constitue un résultat important, car la viabilité des banques et leur stabilité sont des conditions indispensables au développement de l'intermédiation financière (Anderson et *al.*, 2003). Il en est de même de l'expansion de la microfinance, ainsi que l'émergence des marchés des capitaux. Il s'agit d'innovations financières qui participent à la diversification des modalités de financement, ainsi que du développement des institutions et des instruments financiers (tableau 3).

Tableau 3 : Activité et performances microéconomiques des banques dans la CEMAC

ANNEES	2000	2002	2004	2006	2008	2010	2012	2014	2016	2018
Produit net bancaire	87809 3427	10697 0	11239 8	12241 8	12556 7	13240 2	13905 5	16313 1	17313 8	18436 5
Produits accessoires	20776	1787	2342	2819	3618	3266	3545	5617	7619	8579
Charges de personnel	26064	23108	25877	28143	29217	32361	34411	37367	47668	50112
Autres frais généraux	18979 7	31961	33768	36013	39564	41531	45841	51449	61546	63546
Dépôts publics	76121 7	21042 1	15407 0	12745 3	12075 4	17237 9	23992 9	25184 8	35194 9	40056 7
Dépôts privés	29518	93327 0	91259 5	97360 7	10738 26	11739 78	12728 93	14389 59	16388 57	20034 57
			26756							65457

Comptes débiteurs	2 10997	27141 1	0 12081	26073 1	24301 4	21297 7	22329 4	50603 1	60603 9	8 19457
Créances douteuses	8	12187 3	4	99677	10412 3	11616 3	12099 8	14257 8	18257 7	6

Source : Rapports annuels d'activités COBAC de 2000 à 2018

De façon générale, on assiste dans les pays de la CEMAC à une prépondérance des financements courts et à une augmentation de la marge sur les opérations de trésorerie. En clair, le système bancaire a retrouvé la solvabilité et la rentabilité, c'est-à-dire une situation financière nécessaire au développement financier. On assiste également à une diversification de l'offre de services financiers avec l'expansion du secteur de la microfinance et en dehors de tout cela la création des marchés financier et monétaire en fonctionnement de façon embryonnaire. Le développement financier peut être entendu comme le processus par lequel un système financier gagne en profondeur, en rentabilité, en accessibilité, en efficacité, en stabilité, en ouverture internationale et en diversité (Meisel et *al.*, 2007). Ce processus peut être affecté par la bonne de la gouvernance financière (Ahlin et *al.*, 2007). La littérature économique montre que la gouvernance financière influence le développement financier indirectement (à travers son impact positif sur la croissance économique) et directement à travers un accès plus facile des entreprises aux services financiers. En outre, les produits de trésorerie se sont accrus, notamment sous l'effet de la surliquidité, de l'amélioration de la gestion de la trésorerie bancaire et des conditions souvent favorables de placement des excédents de trésorerie auprès des correspondants étrangers (tableau 4).

Tableau 4 : Évolution du crédit à l'économie, des charges bancaires et de la marge d'intérêt

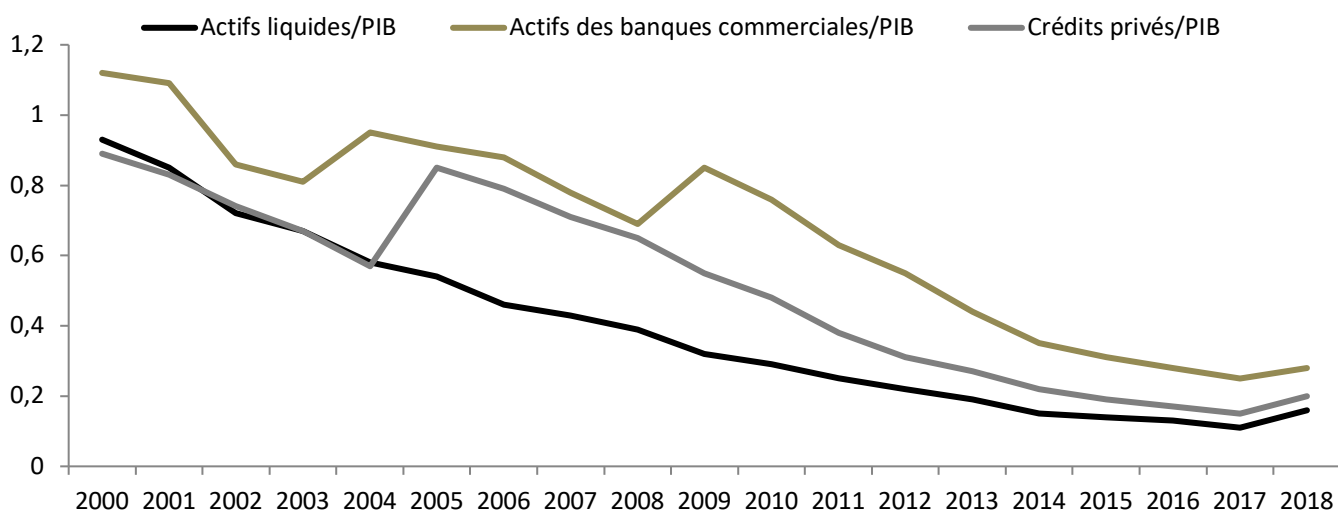
Années	2000	2002	2004	2006	2008	2010	2012	2014	2016	2018
Crédit long terme	2506 136536	2886 175929	2656 187675	2721 249091	9142 321984	12952 332511	20183 356527	30257 420751	40257 520751	41024 542308
Crédit moyen terme	158272 10,18	195742 8,43	214569 8,14	227348 7,95	260956 7,89	303140 7,9	304833 7,22	361363 7,03	461363 8,03	472398 9,35
Crédit court terme	2657	1607	2021	2188	3041	2948	3072	1770	2770	3178
Marge d'intérêt	24345	28917	30204	31600	32313	33845	32280	29961	39961	41298

en %	924	2412	8981	4301	5965	5356	7282	9160	10160	12194
Charge sur opération trésorerie										
Charge sur opération clientèle										
Charge sur opération diverse										

Source : Rapports annuels des activités BEAC 2000 à 2018

En l'absence d'un marché financier développé, les banques commerciales sont les principaux vecteurs de la mobilisation de l'épargne. D'abord à cause de leur réseau assez étendu. Ensuite parce qu'à travers leurs opérations normales de crédits, elles peuvent activer l'épargne oisive où elle se trouve. Enfin parce que les actifs bancaires qui constituent les éléments de l'offre de monnaie sont hautement liquides et sont ainsi attractifs pour les épargnants. Les banques ont diversifié leur offre de services et ont adopté des pratiques visant à accroître les commissions qu'elles perçoivent. Elles ont accru leur marge sur opérations diverses, à travers par exemple l'augmentation sans préavis des frais de tenue de compte, l'imposition d'agios sur les comptes créditeurs (ces agios sont officiellement annulés depuis 2008/2009), le prélèvement des frais divers sans contrepartie en termes de service effectif, etc. Les actifs des banques commerciales/ PIB ont en moyenne un niveau de développement financier plus élevé, suivi des crédits privés/PIB, et en dernier les actifs liquides/PIB. Par exemple, lorsqu'on considère le ratio du volume des actifs des banques commerciales rapporté au PIB comme indicateur de développement financier, nous avons en moyenne un ratio de 86%, soit 45% pour le ratio du volume des crédits au secteur privé rapporté au PIB et 32% pour les actifs liquides rapporté au PIB (graphique 2).

Graphique 2 : Les indicateurs du développement financier dans la CEMAC



Source : Rapports d'activités de la COBAC (2000 à 2018)

Ce classement ne correspond pas tout à fait aux prédictions de la théorie du droit et de la finance, puisque selon elle, c'est le crédit privé qui protège le mieux les créanciers, et donc cet indicateur devrait avoir le niveau de développement financier le plus important. Toutefois lorsqu'on restreint l'échantillon aux pays en développement⁵, les prédictions de la théorie du droit et de la finance, les actifs des banques commerciales présentent en moyenne un niveau de développement financier plus élevé vis-à-vis du secteur public. La théorie du droit et de la finance n'explique pas les variations dans le temps du niveau de développement financier entre ces secteurs. Sachant que la gouvernance financière influence la croissance économique et l'accès aux services financiers. L'écart entre les niveaux moyens de développement financier de 2000 à 2019 n'a pas été uniforme entre les deux secteurs. Dans la deuxième moitié de l'année 2000, l'écart était important, mais jusque dans la première moitié de l'année 2010, le niveau de développement financier du secteur public a augmenté plus vite conduisant à un niveau excédentaire du financement de l'économie. Ce n'est qu'au début de l'année 2011 que l'écart a vraiment commencé à se creuser pour atteindre en 2017 un niveau plus faible que celui de 2000.

Une étude comparative de la BEAC du développement financier montre que 16% proviennent du secteur public contre 11% du secteur privé entre 2000 et 2001. Ce sont effectivement ces entreprises privées pays qui ont été les plus touchés par des crises financières et qui ont connu des échecs de

⁵ Pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire selon la classification de la Banque Mondiale (World Development Indicators 2003)

politique d'ajustement structurel au début des années 90, ce qui a eu pour conséquence une contraction de la croissance du PIB par tête et probablement celle du niveau de développement financier par la suite. Ceci peut expliquer pourquoi Levine et *al.* (2000) ne trouvent pas de relation significative entre secteur d'activité et le niveau de développement financier une fois que ce dernier est contrôlé pour le niveau de revenus. En découpant la période de 2000 à 2019 en 10 sous-périodes de 02 ans, et en faisant un test de différences de moyennes, on constate que de 2010 à 2011, il n'y a pas de différence significative entre le niveau moyen de développement financier des entreprises publiques et privées (tableau 5).

Tableau 5 : Comparaison développement financier du secteur public et secteur privé

Périodes	Crédits au secteur public / PIB		Crédits au secteur privé / PIB		Test de différence des moyennes
	Moyennes Observations		Moyennes Observations		
2000-2001	0,16	18	0,11	36	0,02**
2002-2003	0,19	25	0,14	40	0,03**
2004-2005	0,21	31	0,18	43	0,14*
2006-2007	0,23	36	0,22	46	0,36*
2008-2009	0,23	37	0,21	51	0,36*
2010-2011	0,26	38	0,25	55	0,22*
2012-2013	0,32	33	0,23	54	0,03**
2014-2015	0,23	39	0,19	59	0,06**
2016-2017	0,25	41	0,21	62	0,08**
2018-2019	0,28	44	0,25	68	0,28**

*Significatif à 1% **Significatif à 5% ***Significatif à 10%

Source : Rapport d'activités de la COBAC de 2000 à 2018

La théorie du droit et de la finance est vérifiée et permet pas d'expliquer les variations du niveau de développement financier entre entreprises publiques et privées. D'où la nécessité de mettre en place une bonne gouvernance financière marquée par une réglementation prudentielle plus forte.

4. Les conditions d'une bonne gouvernance financière au sein des banques de la CEMAC

L'analyse de l'assise financière des établissements bancaires illustre la difficulté de recourir à des ratios pleinement satisfaisants. Ils ignorent notamment l'importance des opérations de hors-bilan et ne différencient pas les opérations en fonction des risques réels qu'elles incorporent. Il existe donc un écart malheureux entre les meilleurs ratios d'appréciation en théorie, comme les ratios de solvabilité, de liquidité et ceux dont l'utilisation est matériellement aisée. Les banques sont dans une situation sensiblement plus favorable au regard des ratios calculés en pondérant les risques

(ratios de couverture des risques et ratios de liquidité). Ils se situent en moyenne au-dessus de la norme et devraient atteindre l'objectif fixé pour le millénaire dans le délai requis. Le développement financier est une condition nécessaire à la bonne gouvernance financière au sein des banques de la CEMAC. Nous nous inspirons des travaux de Demetriades et Law (2005) qui utilisent trois indicateurs à savoir : les crédits domestiques accordés au secteur privé, les crédits domestiques octroyés par le secteur bancaire et les passifs liquides ». Ils représentent plus précisément le rôle des intermédiaires financiers dans le financement du secteur productif. Tous ces indicateurs sont exprimés en pourcentage du PIB et sont issus du *World Development Indicators*, les rapports d'activités de la COBAC et les rapports de la BEAC. Les indicateurs sont établis à partir des données des banques de la CEMAC, inscrites dans les rapports annuels de la COBAC. Notre étude s'intéresse aux données trimestrielles, pour une vision nette du développement économique.

La variable dépendante est le niveau du développement financier mesuré par le ratio de crédit intérieur au secteur privé sur le produit intérieur bancaire (*Crp*), détectant ainsi la capacité du système financier à offrir un éventail d'actifs financiers qui stimuleraient l'épargne, un éventail de marchés financiers qui affecteraient l'épargne à l'investissement selon les règles de la concurrence. Les variables indépendantes sont de plusieurs ordres. Le total des actifs (total bilan) mesurant ainsi les fonds propres du système bancaire (*Tof*). Le total des dépôts et des crédits mesurant ainsi la capacité du système bancaire à financer l'économie et détecter son degré de participation au développement économique (*Dcf*). Le produit net bancaire du système bancaire mesurant l'ensemble des marges sur opérations permettant de capter la marge d'intérêt du secteur bancaire (*Pnf*). Le produit net bancaire sur le total des frais généraux et des dotations aux amortissements mesurant ainsi la marge de participation du secteur bancaire dans l'économie (*Pfm*). Le ratio de couverture des risques mesurant la hauteur de participation du système bancaire au développement économique, en évitant les risques de crédit (*Sof*). Le ratio de liquidité mesure l'ensemble des crédits inférieurs à un mois qui doit être supérieur aux ressources de la même durée (*Lif*).

L'objectif est de tester ce rôle direct et indirect du dispositif prudentiel sur le développement financier de l'ensemble du système bancaire de la CEMAC sur la période 2000-2018. Comme nous l'avons déjà expliqué, nous avons choisi de représenter le développement du secteur financier seulement par le développement du secteur bancaire. Ce choix s'explique par l'importance relative et la part prépondérante du secteur bancaire par rapport aux marchés des capitaux dans le fonctionnement de tout le secteur financier de la CEMAC. Il s'explique aussi par la rareté des

études empiriques faites sur le développement du secteur bancaire et son incidence sur la croissance économique. L'autre raison qui a motivé la prise en considération du secteur bancaire est liée à la volonté d'isoler le rôle de la réglementation prudentielle sur le secteur bancaire en particulier. Nous obtenons 456 observations et nous employons le modèle en panel dynamique pour la simple raison qu'il évalue mieux l'évolution d'un phénomène influencé par des variables externes.

$$Crip_t = \beta_0 + \beta_1 tof_t + \beta_2 pnf_t + \beta_3 dcf_t + \beta_4 pfm_t + \beta_5 lif_t + \beta_6 sof_t + \varepsilon_t \quad (1)$$

Avec β une constante, et le terme d'erreur. Le test d'hétéroscédasticité des erreurs confirme l'absence de problème d'hétéroscédasticité dans les données. Les erreurs suivent la loi normale et sont non corrélées. Breusch-Pagan / Cook-Weisberg test for heteroskedasticity. Ho: Constant variance
Variables: fitted values of cripib $\chi^2(1) = 0.03$ Prob > $\chi^2 = 0.8738$ La probabilité ici est supérieure à 5%. Le test d'autocorrélation des erreurs de Durbin-Waston, confirme également la non corrélation des erreurs à 1%. Selon les estimations ci-dessus nous remarquons que : 91,53% du niveau de développement financier est expliqué par le modèle. Les variables Pnf, Pfm, Sof ont une influence significative à 5% sur la variable Crp car leurs probabilités critiques ($P > |t|$) associées sont inférieures à 5% (ou $t > 1,96$). Les variables Tof, Dcf, Lif ont une influence non significative à 5% sur la variable Crp car leurs probabilités critiques ($P > |t|$) associées sont supérieures à 5% (tableau 6).

Tableau 6 : Les conditions d'une bonne gouvernance financière dans la CEMAC

Variables	Coefficients	Statistiques t	P>t
TOF	-0,4852303	(-1,31)*	0,206007
PNF	-6,283707	(-3,15)***	0,005004
DCF	0,5846545	(1,63)**	0,118015
PFM	838309,2	(3,50)***	0,002085
LIF	158,2614	(0,40)*	0,651008
SOF	53255,01	(8,18)**	0,000110
CONST	422878,1	(-3,32)	0,003415
Observations = 456 $\chi^2 = 77,47$ *** Prob>F = 0,0000 Total Pays = 6 R ² = 0,9310			
* Significativité à 1% ** Significativité à 5% *** Significativité à 10%			

Source : Construit par l'auteur à partir de Stata

Les changements survenus dans le système financier de la CEMAC après les réformes réglementaires n'apportent pas un véritable développement financier, car ils sont loin d'avoir résolu l'épineux problème de financement du développement. D'une part, la réglementation n'a pas pu

éradiquer certains dysfonctionnements des systèmes financiers, lesquels constituent de véritables obstacles au financement de l'économie. D'autre part, on observe après l'instauration de la réglementation des phénomènes aberrants sur le plan économique, comme la surliquidité bancaire et le type d'innovations financières introduites. La nécessité d'accélérer le processus de mise en place des premières cotations au niveau de la bourse des valeurs mobilières de Douala demeure pressante. Du reste, il est essentiel, dans les structures financières, de se rappeler que la priorité c'est la gouvernance financière liée à intégration dans le mouvement de la globalisation est nécessaire. Adapter le système financier à la mondialisation, car l'une des conséquences constitue en n'en point douter la formation des banques de grande taille via de fusions, absorption, acquisition, alliance stratégique ; afin de bénéficier des économies d'échelles et de dimension.

5. Analyse économique et paradoxe du développement financier dans les pays de la CEMAC

En augmentant le total du bilan des banques, le niveau de développement financier diminue de parce que les banques hésitent de financer les investissements. L'augmentation du produit net bancaire entraîne une réduction du niveau de développement financier car les banques fixent des taux très élevés ne permettant pas aux investisseurs de faire des prêts. On assiste à une augmentation du financement de l'économie lorsque les banques constatent un accroissement de leurs agios ceci du fait de la différence entre les taux d'intérêt. Les banques constatent un intérêt de financer l'économie quand elles peuvent se prendre en charges. Le respect du ratio de liquidité par les banques augmente le niveau de développement financier du pays et sécurise mieux le financement de l'économie. Le respect du ratio de couverture des risques augmente le financement de l'économie en protégeant le système bancaire dans leur tâche d'octroi de crédits à l'économie. Ceci explique que malgré la rude concurrence, et l'évolution sans relâche de l'environnement économique, le système bancaire reste performant. Le respect des normes prudentielles est un secteur susceptible d'exercer une influence positive sur le développement du secteur financier, en encourageant les innovations financières et en facilitant la finalisation des transactions financières aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières d'un pays.

Les coefficients de la gouvernance financière sont significativement positifs, bien qu'à des seuils de confiance différents, pour l'équation estimée. Ceci nous enseigne qu'une politique de contrôle et de réglementation de l'activité bancaire, qualifiée par le concept de « rigueur bancaire », est bénéfique et favorable au développement financier dans la CEMAC. Ce résultat ne va pas de pair avec les affirmations des théories « libéralisationnistes » de l'activité financière, puisque selon les adeptes de ces théories, une ouverture à la concurrence dans le secteur bancaire ne pourra être que bénéfique

pour ce secteur. En effet, ces politiques ont déclenché une instabilité financière et une fragilisation du système bancaire, en raison d'un manque de supervision et de rigueur bancaire produit, entre autres, par l'ouverture à la concurrence bancaire sans filets de sécurité, pour mieux faciliter ce passage. Ces turbulences financières ont provoqué, à leur tour, une série de crises systémiques qui ont touché d'autres places financières dans d'autres pays émergents. Rappelons aussi que pour la construction de l'indicateur de la régulation bancaire, nous pouvons utiliser d'autres variables. Il s'agit du degré d'exigence d'entrée de nouvelles banques sur le marché bancaire, de l'indice du capital réglementaire, du degré de restrictions sur l'activité bancaire, de l'indice de surveillance autonome des banques et du pouvoir officiel de supervision bancaire. Cela signifie qu'aujourd'hui, le suivi d'une politique de restrictions à l'entrée de nouvelles banques étrangères et l'imposition de restrictions sur l'activité bancaire seraient favorables au développement bancaire.

Ceci corrobore les affirmations théoriques de Anderson (2004), qui considère que la réglementation prudentielle exerce un effet positif sur le développement financier, ne serait-ce qu'en raison du fait que l'augmentation du revenu s'accompagne d'une augmentation de l'épargne et donc d'acquisitions d'actifs financiers. Les travaux de la théorie endogène ont appuyé cette idée de double causalité. Le partage des risques que permet l'intermédiation financière, et qui favorise l'investissement dans de nouvelles technologies, comporte des coûts et implique lui-même un certain niveau de produit par tête. Nous pouvons aussi expliquer les coefficients significativement positifs du PIB par tête par le fait que le secteur bancaire bénéficie, au même titre que les autres secteurs, du développement économique.

Les changements survenus dans le système financier de la CEMAC après les réformes réglementaires n'apportent pas un véritable développement financier, car ils sont loin d'avoir résolu l'épineux problème de financement du développement. D'une part, la réglementation n'a pas pu éradiquer certains dysfonctionnements des systèmes financiers, lesquels constituent de véritables obstacles au financement de l'économie. La réglementation n'a apporté de changements perceptibles ni par rapport au problème de l'accès aux services financiers ni par rapport à celui du climat des affaires. En ce qui concerne le maintien de l'exclusion de l'accès aux services financiers, l'offre de service de financement en particulier n'a pas enregistré de progrès significatif, en raison du durcissement des conditions de la collecte de l'épargne et de l'accès au crédit. On constate que le dispositif de collecte de ressources a gardé tous ses principaux handicaps : à l'instar de la concentration du réseau bancaire, du niveau élevé des coûts de transaction, etc. Le rationnement du crédit demeure une des caractéristiques majeures du marché. Certains clients des banques ne

peuvent pas obtenir des crédits autant qu'ils le souhaitent, alors même qu'ils sont disposés à supporter des taux d'intérêt élevés. Cette exclusion se fait à travers plusieurs obstacles, dont les plus visibles sont les conditions qui leur sont imposées. Les banques exigent par exemple la possession d'un compte bancaire, ce qui n'est pas le cas de certaine catégorie d'agents.

Les banques se trouvent ainsi au centre d'un conflit, que l'on peut définir par l'incompatibilité qui existe d'une part entre le souci de solvabilité et de rentabilité de la clientèle, et d'autre part l'intérêt économique général, censé être déterminé par le financement des investissements. L'exclusion de l'accès au crédit est plus accentuée pour les crédits d'investissement ou de financement du développement. En effet, la part des crédits à court terme est plus forte que celles des crédits d'investissement (moyen et long terme). Les banques prélèvent au titre des services d'intermédiation une marge permettant de couvrir leurs coûts opératoires et dégager un profit destiné à la rémunération des capitaux propres.

En ce qui concerne le mauvais climat des affaires, il importe de relever que la réglementation n'a pas changé l'environnement institutionnel. Il en est ainsi par exemple de la politique monétaire et financière. Le climat des affaires s'est fortement dégradé. Cela résulte du fait que les lois et réglementations sont peu favorables au développement de l'accès au crédit, et en particulier les systèmes judiciaires. Le maintien de l'exclusion de l'accès aux services financiers et l'existence d'un mauvais climat des affaires dans la CEMAC constituent deux limites importantes de l'instauration de la bonne gouvernance financière. A cela s'ajoutent les paradoxes qui caractérisent actuellement les systèmes financiers.

D'autre part, on observe après l'instauration de la réglementation des phénomènes aberrants sur le plan économique, comme la surliquidité bancaire et le type d'innovations financières introduites. En ce qui concerne la surliquidité bancaire, le point de départ de son paradoxe se trouve dans le concept d'économie d'endettement, introduit par Hicks (1974) afin de distinguer les types de systèmes financiers. L'économie d'endettement et l'économie des marchés de capitaux. Ce problème apparaît dès lors que l'on se trouve dans une situation où les banques détiennent par dévers elles un volume de liquidités oisives largement au-dessus de ce qui peut être considéré comme optimale (surliquidité bancaire).

Concernant les innovations financières, contrairement à ce que l'on aurait pu imaginer, à savoir qu'elles soient polarisées sur l'offre de capitaux compte tenu des problèmes liés au financement du développement, celles-ci mettent davantage sur l'offre de services générateurs de commissions. Or

il est de notoriété publique que l'accès au crédit constitue la pomme de discorde des banques et du secteur privé. Sur le plan institutionnel, la réglementation mise en place soumet la microfinance à des contraintes presque identiques à celles qui sont imposées aux banques commerciales.

6. Conclusion et recommandations

L'achèvement de la restructuration du système financier comme le relève Touna Mama (2002) doit déboucher sur une politique plus agressive de collecte de l'épargne et une politique plus audacieuse de distribution de crédit. Il ne saurait y avoir de politique de crédit fiable sans système bancaire sain et jouissant de la confiance du public. Or, il est étonnant que les banques restructurées comme Amity bank soient peu après, obligés de fermer malgré la surveillance de la COBAC. Si les banques commerciales persistent dans la politique de distribution des crédits qui consiste à privilégier essentiellement le court terme au détriment des moyens et longs termes, alors, il faut absolument créer des banques spécialisées dans le financement du développement. La nécessité d'accélérer le processus de mise en place des premières cotations au niveau de la bourse des valeurs mobilières de Douala-Cameroun demeure pressante. Du reste, il est essentiel, dans les structures financières existante dans la CEMAC de se rappeler que la priorité c'est le développement et une intégration dans le mouvement de la globalisation est nécessaire. Adapter le système financier à la mondialisation, car l'une des conséquences de la mondialisation constitue en n'en point douter la formation des banques de grande taille via de fusions, absorption, acquisition, alliance stratégique ; afin de bénéficier des économies d'échelles et de dimension.

L'assainissement de l'environnement macroéconomique revient en dernière analyse à purifier non seulement l'environnement institutionnel, en réglant le problème des lenteurs judiciaires, des chèques sans provision, du secret bancaire, de la corruption ; mais aussi l'environnement sociopolitique. C'est ainsi que l'Etat doit orienter son action vers l'amélioration du cadre juridique en rendant plus efficace les recours en justice. En outre, les missions de la COBAC, à savoir assurer le contrôle des banques et des établissements de crédits doivent être renforcées. Aussi, la COBAC devrait jouir d'un pouvoir coercitif de manière à ne plus se référer en dernier ressort aux autorités nationales pour exercer son pouvoir disciplinaire. Renforcer la bonne gouvernance financière dans la CEMAC sera une priorité. La réglementation COBAC devrait donc avoir plus de souplesse pour s'appliquer spécifiquement à chaque type d'institutions bancaires. Une façon simple de garantir cette souplesse consisterait à établir une procédure réglementaire flexible dans laquelle le type et le degré de réglementation dépendent du risque associé aux activités du système bancaire. La réglementation actuelle devrait changer de base et reposer sur la réglementation prudentielle optimale qui tient

mieux compte des spécificités liées aux asymétries d'informations qui jalonnent l'activité des banques.

En effet, la bonne gouvernance financière se présente, ces dernières années, comme un déterminant du développement financier. Nous avons, ainsi, montré que les éléments d'une bonne gouvernance financière offrent un environnement favorable au développement financier et par suite à la croissance économique. L'emploi des indicateurs de gouvernance sans la prise en compte de leurs limites peut être un biais aux résultats attendus. En effet, les indicateurs de bonne gouvernance financière sont basés sur des perceptions et déterminés par des opinions subjectives. De plus, l'absence d'un cadre conceptuel sous-jacent ou de théorie de la gouvernance pour identifier les causes des résultats de la bonne gouvernance financière reflétés dans les indicateurs, manque de clarté autour des raisons pour les quelles tel pays obtient tel résultat pour tel indicateur. Il est donc paradoxal que les bailleurs et les investisseurs jugent et parfois punissent les pays en développement, comme ceux de la CEMAC pour une absence perçue de gouvernance transparente sur la base d'indicateurs aussi complexes.

La bonne gouvernance financière, vue sous l'angle de la réglementation prudentielle, a fait l'objet de nombreux travaux de recherche. Menkhoff & Suwanaporn (2007), énoncent qu'une libéralisation financière exercée dans un environnement institutionnel peu développé accentue la prolifération des crises bancaires, ce qui laisse à penser que l'inefficacité des mécanismes de gouvernance bancaire peut être une source qui peut aggraver les crises bancaires. Angkinand (2007) a montré qu'une supervision bancaire adéquate permet d'atténuer les crises bancaires. Horicuchi (2000) affirme que le dysfonctionnement de la bonne gouvernance financière est à l'origine des crises profondes qui ont frappé les pays asiatiques. Récemment, Mehram (2004) montre qu'une bonne gouvernance financière induit une santé et une croissance durable de l'économie. De même, Caprio & al (2004) arrive à la conclusion qu'une bonne gouvernance financière est le garant d'une allocation efficiente de l'épargne.

Les implications politiques de l'analyse sont claires. Le développement financier doit être encouragé, mais il est souhaitable qu'il soit le plus régulier possible. Cela signifie qu'une politique de libéralisation financière ne doit pas être menée dans n'importe quelles conditions. En effet, selon nos résultats économétriques, l'instabilité du développement financier est favorisée par un contexte inflationniste, une vulnérabilité aux chocs externes et un mauvais état de droit. C'est pourquoi le développement financier sera d'autant plus favorable à la croissance et à la réduction de la pauvreté que la politique macroéconomique sera stable, que l'ouverture extérieure, notamment

financière, sera progressive et que les banques seront soumises à surveillance. Cependant la question de savoir quelle gouvernance financière et quelle gestion du portefeuille de la banque sont les mieux à même d'assurer la régularité du développement financier demeure une question largement non résolue (Sévérino, 2000).

Références bibliographiques

Abdelkhalek T. (2006), « Tests d'Efficacité du Financement des Micro et Petites Entreprises dans la Lutte contre la Pauvreté : Une Approche Statistique », in *le Développement Financier Face à la Pauvreté* (dir. Mourji F, Decaluwé B, Plane P), *Economica*, Paris, pp. 140-166.

Adair P. et Berguigna I. (2010), « Les Facteurs Déterminants de la Performance Sociale des Institutions de Microfinance dans la région MENA », *Région et Développement*, N°32.

Ahlin, Christian, and Jiaren P. (2007), “Are financial development and corruption control substitutes in promoting growth?” *Journal of Development Economics*, 86(2): 414-433.

Anderson C W. & Campbell T L. (2004), “Corporate governance of Japanese banks”, *Journal of Corporate Governance*, vol 10, pp 327-354.

Anderson T. et Tarp F. (2003), “Financial Liberalisation, Financial Development and Economic Growth in LDC's”, *Journal of International Development*, Vol.15, N°2.

Angkinand. A.P. (2007), “Banking, regulation and the output cost of banking crises”, *Journal of International Markets, Institutions and Money*, December, pp 1-17.

Avom D. (2004), « Réglementation et évolution de l'intermédiation bancaire au Cameroun », *Working paper*, CEREG, Yaoundé.

Avom D. et Bobbo A. (2013), « Réglementation Bancaire et Exclusion Financière dans la CEMAC », *Communication au Colloque ATM*, UPEC, Paris, juillet, 11pages.

Avom D. et Eyeffa S.M. (2007), « Quinze ans de restructuration bancaire dans la CEMAC : qu'avons-nous appris ? », *Revue d'Economie Financière*, N°37.

Balkenhol B. et Churchill C. (2003), « De la microfinance à la micro-assurance de santé », in Dror d. m. et a.-s. Preker (dir. pub.), *Réassurance sociale : Stabiliser les micro-assurances de santé dans les pays pauvres*, Genève, OIT, Banque mondiale, Éditions Eska, pp. 75-104.

Banerjee A.V., Duflo E., Glennerster R. et Kinnan C. (2013), “The Miracle of Microfinance? Evidence from Randomized Evaluation”, *NBER Working Papers*, N°18950.

Bassolé L. (2006), « Responsabilité Conjointe et Performance des Groupes de Crédit », in *le Développement Financier Face à la Pauvreté* (sous la dir. Mourji F, Decaluwé B, Plane P), *Economica*, Paris, pp 126-139.

Bauchet J., Marshall C., Starita L., Thomas J. et Yalouris A. (2011), “Latest Findings from Randomized Evaluations of Microfinance”, *Access to Finance Forum*, CGAP and Its Partners, N°2, April 2011.

Bester H. ; Hougaard C. et Doubell C. (2010), « Directives pour les processus nationaux de développement du marché de la microassurance », *Access to Insurance Initiative*, November 2010, University of Stellenbosch Business School.

Caprio G., Laeven L. & Levine R. (2004), “Governance and bank valuation”, *World Bank Policy Research*, WP n° 3202, février, pp. 1-47.

Caprio G., Laeven L. & Levine R. (2007), “Governance and bank valuation”, *Journal of Financial Intermediation*, Vol. 16, October, pp. 584-617.

Cerise (2003), « L'Évolution des Enjeux et Outils de l'Analyse d'Impact en Microfinance », *Techniques Financiers et Développement, Epargne Sans Frontières*, N°70, pp. 21-41.

Charreaux G. (2004), "Corporate governance theories: From micro theories to national systems theories; Centre de recherche en finance, architecture et gouvernance des organisations, Décembre, pp 1-57.

Chen G., Rasmussen S., et Reille X. (2010), « Croissance et Vulnérabilités en Microfinance », *Note Focus*, N°61, CGAP, Washington D.C.

Chtourou N. (2004), "Inefficacité institutionnelle et performance sociale." Dans *Restauration du rôle de l'Etat dans le développement économique, Ouvrage Collectif*, Editions PUBLISUD, Paris.

Coleman B.E. (2011), "Measuring Impact of Microfinance Programs", *Finance of the Poor*, Vol.2, N°4, *Asian Development Bank*, pp. 5-7.

Craig Churchill (2009), « Protéger les plus démunis ; Guide de la microassurance », Bureau *International du Travail Genève, et la Fondation Munich Re*, Munich, Juillet 2009.

Cull R., Demergüç-kunt A. et Morduch J. (2009), "Microfinance Tradeoffs: Regulation Competition and Financing", *Policy Research Working Papers*, N°5086, the World Bank, Washington D.C.

Dalla Pellegrina L. (2011), "Microfinance and Investment: a Comparison with Bank and Informal Lending", *World Development*, Vol.39, N°6, pp. 882-897.

De Soto H. (2000), « The Mystery of Capital: Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else », *Black Swan Review*, August 2000.

Drexler A., Fischer G. et Schoar A. (2010), "Heemping it Simple: Financial literacy and rules of thumb", *Mining Center for Economic Policy Research*, July 2010, London UK.

Fouda O.J.P. (2009), "Le bilan mitigé des réformes bancaires en Afrique Centrale: les paradoxes du développement financier ». In *Economie Appliquée*, N°3, PP.73-114.

Fouda Owoundi J.P. (2010), « La Réglementation a-t-elle un Impact sur les Performances de la Microfinance ? Le Cas du Cameroun », *African Review of Money Finance and Banking*, Vol.8, N°12, Avril-Mai 2010, pp. 29-58

Fouillet C., Guérin I. et Palier J. (2007), « La Microfinance peut-elle être Solidaire ? », *Revue Tiers Monde*, N°190, pp. 291-308.

Hugon P. (2007), « Rentabilité du secteur bancaire et défaillance du financement du développement : le cas de la CEMAC », *Revue du Tiers Monde*, N° 192, Oct-Dec.

Kaufmann D., Aart K. and Massimo M. (2008), "Governance matters VII: Aggregate and individual governance indicators for 1996-2007." *The World Bank Policy Research Working Paper* 4654.

Mehram H. (2004), "Corporate governance in the banking and financial services industries", *Journal of Financial Intermediation*, vol 13, pp 1-5.

Menkhoff L. & Suwanaporn C. (2007), "10 Years after the crisis: Thailand's financial system reform", *Journal of Asian Economics*, vol 18, pp 4 – 20.

Noyer C. (2005), « Corporate governance et banque : les banques se gouvernent-elles comme d'autres entreprises », *Conférence sur le Droit, économie et justice dans le secteur bancaire* octobre, pp 1-12.

Ray D., Blume L. and Durlauf S. (2008), "Development Economics", *the New Palgrave Dictionary of Economics*, October-November 2008.

Sanders T. & Wegener C. (2006), "Mesofinance filling the financial service gap for small businesses in developing countries", *In NCDO*, July 2006.

Sandmark T. ; Debar J-C et Tatin-Jaleran C. (2014), « Genèse et essor de la micro-assurance agricole », *Document de réflexion, Microinsurance Network*, Septembre 2014.

Seck F. (2009), « Parana de la Relation Banques / Institutions de Microfinance, à Travers le Monde », *Revue Tiers Monde*, Vol.3, N°199, pp. 485-550.

Servet J.M. (2009), « Les Limites de l'Utilisation du Microcrédit dans les Pays du Sud », *Problèmes Economiques*, N° 2928, pp. 22-26.

Sévérino J-M. (2000), « Les systèmes financiers dans les pays en développement: perspectives d'avenir », *Techniques Financières et Développement*, N° 57-58, Janvier 2000, pp. 43-47.

Stuart L. & Gillan S.L. (2006), "Recent Developments in Corporate Governance: An Overview", *Journal of Corporate Finance*, vol , pp 12 381-402, janvier.

Tapscott R. (2013), « Améliorer l'accès des populations rurales à la santé : Etude d'un programme pilote de microassurance santé au Bénin », *Rapport d'activités, Catholic Relief Services*, Juillet 2013.

Touna Mama. (2002), « La politique de crédit et le financement du développement au Cameroun », in Bekolo-Ebe, B (sous la direction de) (2002), *intermédiation financière et financement du développement en Afrique*.

Van Oppen C. (2001), « Insurance: a Tool for Sustainable Development », *in Journal of Insurance Research and Practice*, January 2001.

Woods N. (2000), "The challenge of good governance for the IMF and the World Bank themselves", *World Development*, vol 28, n°5, pp 823-841